

## François Hollande ou l'opération rattraper le temps perdu, suite : 14 mois pour sauver les 45 précédents



A près d'un an de la fin de son mandat, François Hollande joue son va-tout sur l'emploi, avec la réforme du code du travail.

Avec Anita  
Hausser

Alors que sa cote de popularité rechute dans les sondages à cause d'un remaniement ministériel mal accueilli par l'opinion, François Hollande se démène sur le front de l'emploi en mode accéléré. Après des mois d'hésitations, la mise en oeuvre de mesures qui n'ont pas suffisamment porté leurs fruits pour inverser la courbe du chômage - à savoir le CICE et le pacte de responsabilité, le chef de l'Etat s'est rangé à l'idée qui jusque-là semblait lui rebuter, la réforme du Code du Travail.

La loi El Khomri, dont on ne connaît pas encore le contenu exact, est supposée apporter de la "souplesse" à la législation, ce qui devrait permettre de "fluidifier" le marché du travail, autrement dit permettre aux patrons d'embaucher et de licencier plus facilement, sans avoir en permanence l'épée de Damoclès des procès au-dessus de la tête.

Cette simplification sera, nous dit-on assortie de "garanties" pour les salariés, ce dont doutent aujourd'hui les syndicats. Pour eux cette "souplesse" signifie ni plus ni moins une réduction de leurs droits. Même la CFDT, le syndicat le plus ouvert au dialogue, le trouve "déséquilibré".

Pourtant cette réforme a fait ses preuves dans d'autres pays et notamment l'Allemagne où le dialogue social est autrement plus développé qu'en France. Or, la future loi laissera précisément une large place à la négociation dans l'entreprise. Si, comme le souhaite François Hollande, cette réforme est adoptée (sans trop de couacs gouvernementaux, ce qui n'est pas acquis) rapidement, pour qu'elle porte ses fruits avant la fin du quinquennat, elle doit être votée, validée et mise en oeuvre sans tarder. Pour la Gauche du PS et le Front de Gauche, c'est un sujet de fracture, voire de rupture. Pour François Hollande, une question de survie politique.

Sans exagérer, on peut dire qu'il joue son va tout avec cette ultime réforme. N'a-t-il pas conditionné sa candidature pour sa réélection à l'amélioration de la situation de l'emploi ? Il l'a répété au micro de France Inter : "Je n'ai qu'une seule parole. J'ai été candidat pour que nous créions les conditions pour qu'il y ait une baisse du chômage et il doit y avoir une baisse du chômage. Et s'il n'y a pas de baisse du chômage, vous savez quelles conclusions j'en tirerai". C' est dit. Et il enfonce le clou: " "Je demande à être jugé là-dessus: est-ce que j'aurais bien fait, ou est-ce que je n'aurais pas bien fait ?"

Il aura en tous cas tout fait, pas comme il aurait fallu, mais c'est le propre des décisions politiques. Comme François Hollande ne laisse poindre aucun signe de lassitude du pouvoir par ailleurs, on peut aisément imaginer qu'il aimerait relever le défi malgré "le spectre d'un nouveau 21 avril". Pour la présidentielle le compte à rebours a déjà commencé. Il reste quatorze mois ; pour que le texte soit adopté et mis en oeuvre, il faut compter au moins six mois. Pour qu'elle produise ses effets, un peu plus... C'est dire que les semaines, voire les jours seront comptées et que l'on comptera aussi le temps perdu. Mais le pire n'est jamais sûr.

---

La Droite qui réclame cette réforme dans tous ses programmes est au pied du mur, voire piégée. Va-t-elle voter contre, en prétextant qu'elle ne va pas assez loin, après l'avoir saluée comme cela a été le cas pour la loi Macron ? Ou va-t-elle contribuer à son adoption, laissant à la Gauche les débats sur l'abandon ou non de ses grands principes ?

Chez les Républicains, pour d'autres raisons, on a aussi les yeux rivés sur l'horizon 2017. L'enjeu est immense. Il permet à François Hollande de balayer l'hypothèse de sa participation à des primaires. L'idée, il est vrai, paraît surréaliste pour un président en fonction. Il "préfère", explique-t-il "être pleinement dans (sa) mission". Et François Hollande est trop fin politique pour ne pas savoir qu'en cas d'amélioration de la situation de l'emploi, l'hypothèse d'une primaire de Gauche tomberait d'elle-même, et que sa candidature s'imposerait à son camp. En revanche en cas d'échec, il ne laissera à personne d'autre qu'à lui-même le soin de s'exclure de la bataille.